



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 72

**Loi modifiant la Loi sur les
tribunaux judiciaires concernant les
régimes de retraite des juges de la
Cour du Québec**

Présentation

Présenté par
M. Gil Rémillard
Ministre de la Justice

Éditeur officiel du Québec
1990

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet principalement de rendre le régime de retraite des juges prévu à la Partie VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires non contributoire, de prévoir la possibilité pour le juge visé par ce régime d'être admis à sa retraite avec pension à 65 ans, de prévoir que la pension accordée en vertu de ce régime soit calculée sur le traitement moyen des trois années de service les mieux rémunérées et de prévoir que cette pension soit, pour la partie attribuable au service postérieur au 30 juin 1990, indexée suivant l'indice des prix à la consommation moins 3 %.

Il prévoit également d'autres modifications dont notamment la possibilité pour un juge visé par ce régime de choisir, pour son conjoint, une pension égale à 60 % ou 66 ⅔ % de la pension qu'il aura droit de recevoir et le remboursement aux juges qui ont opté en 1978 pour ce régime des sommes qu'ils ont versées, le cas échéant, pour racheter le service antérieur à 1979.

Enfin, il prévoit que les juges qui n'ont pas opté pour ce régime et qui sont visés par le régime prévu à la Partie VI.1 puissent soit opter pour le régime prévu à la Partie VI moyennant le versement des contributions qu'ils auraient versées au cours des années 1979 à 1989, soit bénéficier de l'indexation de la pension qui leur sera payable en vertu du régime auquel ils appartiennent moyennant également le versement d'un montant.

Projet de loi 72

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 3 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, de ce qui suit: « , la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) ».

2. L'article 5.4 de cette loi est abrogé.

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 92, du suivant:

« **92.1** Le juge qui atteint l'âge de 70 ans cesse d'exercer sa charge.

Toutefois, si le gouvernement l'estime conforme aux intérêts de la justice, il peut, pour la période qu'il fixe, autoriser un juge à continuer d'exercer sa charge après cet âge.

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 93, du suivant:

« **93.1** Le juge atteint d'une incapacité permanente qui, de l'avis du gouvernement, l'empêche de remplir de manière satisfaisante les devoirs de sa charge, cesse d'exercer cette charge.

Si ce juge recouvre la santé, le gouvernement peut le nommer de nouveau juge du tribunal où il exerçait sa charge sans passer par la procédure de sélection établie en application de l'article 88 et même si tous les postes du tribunal où il est ainsi nommé sont alors comblés.

L'incapacité permanente est établie, après enquête, par le Conseil de la magistrature, à la demande du ministre de la Justice. Il en est de même de la fin d'une telle incapacité. ».

5. L'article 122 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « la pension » par les mots « le régime de retraite ».

6. Cette loi est modifiée par le remplacement du titre de la Partie VI par le suivant :

« LE RÉGIME DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ».

7. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 225 par ce qui suit :

« CHAPITRE I

« APPLICATION

« **225.** Le régime de retraite établi par la présente partie s'applique aux juges de la Cour du Québec nommés depuis le 30 mai 1978 et aux juges de la Cour du Québec nommés avant cette date si ces derniers ont opté pour le régime prévu à la présente partie en application des dispositions législatives accordant un tel droit d'option édictées par le chapitre 19 des lois de 1978 ou par le chapitre (*indiquer ici le numéro du chapitre du projet de loi 72 de 1990*) des lois de 1990.

Toutefois, ce régime ne s'applique pas aux juges nommés depuis le 30 mai 1978 qui ont déjà été visés par le régime de retraite équivalent à celui prévu à la Partie VI.1 en vigueur au sein des municipalités de Montréal, de Laval ou de Québec, s'ils n'ont pas opté, en application des dispositions législatives accordant un tel droit d'option édictées par le chapitre 19 des lois de 1978 ou par le chapitre (*indiquer ici le numéro du chapitre du projet de loi 72 de 1990*) des lois de 1990, pour le régime équivalent au régime prévu à la présente partie en vigueur au sein de ces municipalités. ».

8. L'article 226 de cette loi est abrogé.

9. Les articles 227 à 235 de cette loi, dont les articles 231 et 234 ont été modifiés par le chapitre 5 des lois de 1990, sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE II

« PENSION DE RETRAITE

« SECTION I

« ADMISSIBILITÉ À LA RETRAITE AVEC PENSION

« **227.** Le juge qui atteint l'âge de 70 ans ou qui est atteint d'une incapacité permanente visée au premier alinéa de l'article 93.1 est admis à la retraite avec pension.

Toutefois, si le gouvernement autorise, en vertu de l'article 92.1, le juge qui atteint l'âge de 70 ans à continuer d'exercer sa charge, ce juge sera admis à la retraite avec pension au moment où il cessera d'exercer sa charge.

« **228.** Est admis à la retraite avec pension, le juge qui cesse d'exercer sa charge et satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° avoir atteint l'âge de 65 ans ;

2° avoir à son crédit au moins 25 années de service ;

3° avoir à son crédit au moins 20 années de service, s'il a opté pour le régime prévu à la présente partie en application des dispositions législatives accordant un tel droit d'option et s'il était en fonction le 30 mai 1978.

« **229.** Une année ou partie d'année de service est, pour l'application du présent régime, toute année ou partie d'année :

1° d'exercice de la charge de juge de la Cour du Québec ;

2° d'exercice de toute fonction à laquelle était attachée une pension en vertu du présent régime ;

3° de service qu'il a fait compter au titre du présent régime en vertu d'une entente de transfert conclue en vertu de l'article 246.24 ;

4° d'admissibilité à recevoir, en remplacement de son traitement, une prestation en vertu d'un régime d'avantages sociaux établi en vertu de l'article 122.

Si le juge a reçu le remboursement des contributions qu'il a versées ou dont il a été exonéré pour les années 1979 à 1989, le service effectué au cours de ces années est compté aux fins de l'admissibilité seulement à la pension, à moins que les sommes qui lui ont été

remboursées soient remises conformément aux articles 244.9 ou 244.10.

Une année ou partie d'année de service ne peut être comptée au titre du présent régime si elle est comptée au titre d'un autre régime de retraite.

« SECTION II

« CALCUL ET PAIEMENT DE LA PENSION

« **230.** Le montant annuel de la pension du juge est égal au traitement moyen multiplié par 2,8 % par année de service, jusqu'à concurrence de 25 années.

« **231.** Le traitement moyen est celui des trois années de service les mieux rémunérées ou, si le juge a moins de trois années de service, de toutes ses années de service.

Le traitement annuel pris en considération est celui que le juge a reçu en application des décrets pris en vertu de l'article 115 ou, si le juge n'a pas reçu ce traitement, sur le traitement qu'il aurait reçu en application de ces décrets. Toutefois, la rémunération additionnelle versée à un juge en chef, à un juge en chef associé, à un juge en chef adjoint ou à un juge coordonnateur, et toute autre rémunération versée à un juge en congé sans traitement ou à un juge visé aux articles 131 à 134, doivent être exclues de ce traitement.

Tout montant forfaitaire payé à titre d'augmentation ou de rajustement de traitement d'une année antérieure fait partie du traitement de l'année au cours de laquelle il est versé. Toutefois, si ce montant est versé dans une année au cours de laquelle aucun service n'est compté, il fait partie du traitement de la dernière année au cours de laquelle du service lui est compté et qui est antérieure à celle du versement.

« **232.** La pension du juge admis à la retraite en vertu du paragraphe 3° de l'article 228 qui avait, au 30 mai 1978, exercé pendant au moins dix ans une charge de juge en chef ou de juge en chef adjoint ou qui en avait eu le statut, ou qui, à cette date, exerçait une telle charge et qu'il l'a exercée pendant au moins dix ans, ne peut être inférieure à 63 % du traitement moyen de ses cinq années de service les mieux rémunérées.

La pension du juge qui a opté pour le régime prévu à la présente partie en application des dispositions législatives accordant un tel droit d'option et qui est admis à la retraite parce qu'il a atteint l'âge de 70 ans ne peut être inférieure à 56 % du traitement moyen de ses

cinq années de service les mieux rémunérées. Toutefois, si ce juge avait, au 1^{er} janvier 1979, exercé pendant au moins dix ans une charge de juge en chef ou de juge en chef adjoint ou s'il en avait eu le statut, ou si, à cette date, il exerçait une telle charge et qu'il l'a exercée pendant au moins dix ans, la pension ne peut être inférieure à 63 % de ce traitement moyen.

«**233.** La pension est viagère et elle est payable à compter du jour où le juge est admis à la retraite.

«**234.** En cas de décès du juge à la retraite, sa pension continue d'être versée à son conjoint ou, à défaut, à ses héritiers jusqu'au premier jour du mois suivant le décès.

« CHAPITRE III

« PENSION AU CONJOINT ET AUX ENFANTS

«**235.** À compter du jour où cesse pour cause de décès le paiement de la pension du juge ou à compter du jour du décès du juge en fonction, une pension viagère égale à 50 % de la pension que recevait le juge ou qu'il aurait reçue, s'il avait été admis à la retraite avec pension au moment de son décès, est accordée à son conjoint. ».

10. L'article 236 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

11. Les articles 237 à 244 de cette loi sont remplacés par ce qui suit :

«**237.** Aux fins du calcul de la pension du conjoint, la pension qu'aurait reçue le juge qui a opté pour le régime prévu à la présente partie en application des dispositions législatives accordant un tel droit d'option, qui était en fonction le 30 mai 1978 et qui décède alors qu'il est en fonction mais avant d'avoir à son crédit au moins vingt années de service ou d'avoir atteint l'âge de 70 ans ne peut être inférieure à 56 % du traitement moyen de ses cinq années de service les mieux rémunérées. Toutefois, si ce juge a, aux époques prévues au premier alinéa de l'article 232, exercé pendant au moins dix ans une charge de juge en chef ou de juge en chef adjoint ou s'il en a eu le statut, la pension qu'il aurait reçue, aux fins du calcul de la pension de son conjoint, ne peut être inférieure à 63 % de ce traitement moyen.

«**238.** Le juge peut, avant que sa pension ou sa pension différée ne devienne payable, choisir de la réduire pour permettre à son conjoint de bénéficier d'une pension supérieure à celle prévue à l'article 235. Cette pension sera, au choix du juge, égale à 60 % ou à

66⅔ % de la pension réduite à laquelle il aura droit. Les facteurs de réduction sont fixés par règlement du gouvernement.

Ce choix est irrévocable dès que la pension du juge est payable, même en l'absence d'un conjoint ayant droit à une pension.

Toutefois, le choix est réputé n'avoir jamais été fait si le juge décède alors qu'il est en fonction et sans avoir de conjoint ayant droit à une pension.

« **239.** Chaque enfant du juge a droit de recevoir à titre de pension :

1° si une pension est versée au conjoint, 10 % de la pension qui sert de base au calcul de la pension du conjoint ;

2° s'il n'y a pas de conjoint ayant droit à une pension, 20 % de la pension qui aurait servi de base au calcul de la pension du conjoint ;

3° si le conjoint du juge décède alors qu'il reçoit une pension, 20 % de la pension qui a servi de base au calcul de la pension du conjoint et qui est indexée depuis le décès du juge.

Toutefois, s'il y a plus de quatre enfants, le montant total des pensions payables aux enfants ne peut excéder le montant que représente le pourcentage de 10 % ou de 20 %, selon le cas, multiplié par quatre, lequel est partagé également entre chacun des enfants.

« **240.** Pour avoir droit à la pension prévue à l'article 239, l'enfant doit être à la charge du juge au moment du décès de ce dernier et satisfaire à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° être âgé de moins de 18 ans ;

2° être âgé entre 18 et 25 ans et fréquenter à temps plein une institution d'enseignement désignée à l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) ou désignée par règlement en vertu de l'article 47 de cette loi ;

3° souffrir d'une invalidité résultant de maladie ou d'accident, nécessitant des soins médicaux et le rendant totalement incapable d'accomplir tout travail.

Toutefois, l'enfant du juge qui, au moment du décès de ce dernier, n'est pas à sa charge ou ne satisfait pas à l'une ou l'autre des conditions prévues aux paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa, ou l'enfant qui cesse de satisfaire à ces conditions et qui, avant d'atteindre l'âge de 25 ans, satisfait ou satisfait de nouveau à l'une ou l'autre des conditions prévues aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa et aurait été à la

charge du juge si ce dernier n'était pas décédé, a droit de recevoir la pension établie conformément à l'article 239.

«**241.** La pension de l'enfant mineur est accordée jusqu'à sa majorité.

La pension de l'enfant majeur qui fréquente à temps plein une institution d'enseignement est accordée jusqu'à l'âge de 25 ans pour la période pendant laquelle il fréquente à temps plein une telle institution; celle de l'enfant majeur qui souffre d'une invalidité est accordée pour la période de cette invalidité.

«**242.** La pension accordée à l'enfant est versée à compter du jour où la pension du conjoint est payable ou, s'il n'y a pas de conjoint ayant droit à une pension, à compter du jour où cette pension aurait été payable. Si le conjoint décède, la nouvelle pension accordée à l'enfant est versée à compter du premier jour du mois qui suit celui du décès du conjoint.

La pension accordée à l'enfant en vertu du deuxième alinéa de l'article 240 est versée à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle il satisfait ou satisfait de nouveau à l'une ou l'autre des conditions prévues aux paragraphes 2° et 3° du premier alinéa de cet article.

La pension accordée à l'enfant de moins de 18 ans est versée à la personne qui en a la charge.

«**243.** La pension accordée au conjoint et aux enfants court jusqu'au premier jour du mois suivant la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'y avoir droit.

« CHAPITRE IV

« PENSION DIFFÉRÉE

«**244.** Le juge qui, au moment où il cesse d'exercer sa charge, ne peut être admis à la retraite avec pension en vertu du chapitre II et qui a à son crédit au moins deux années de service aux fins du calcul de la pension, n'a droit qu'à une pension différée payable à 65 ans et calculée conformément aux articles 230 et 231, sauf s'il transfère ses années de service dans un autre régime de retraite en vertu d'une entente de transfert conclue en vertu de l'article 246.24.

Cette pension est viagère et elle confère, à compter du moment où elle devient payable, les mêmes droits au conjoint, aux enfants ou aux héritiers que ceux prévus dans le cas d'un juge qui est admis à la retraite en vertu du chapitre II.

«**244.1** La pension différée est annulée si le juge occupe à nouveau une fonction à laquelle est attachée une pension en vertu du présent régime et les années et parties d'année de service qu'il accumule s'ajoutent à celles déjà comptées.

« CHAPITRE V

« EXERCICE D'UNE CHARGE PAR UN JUGE À LA RETRAITE

«**244.2** Le juge qui a été admis à la retraite avec pension en raison d'une incapacité permanente visée au premier alinéa de l'article 93.1 et qui est nommé de nouveau par le gouvernement en vertu de cet article cesse de recevoir sa pension.

Les années et parties d'année de service qu'il accumule s'ajoutent à celles déjà comptées. Toutefois, s'il exerce de nouveau sa charge pendant moins de trois années, le traitement moyen servant au calcul de sa nouvelle pension est calculé sur le traitement déterminé au deuxième alinéa de l'article 231 des trois dernières années précédant la date à laquelle il cesse d'exercer sa charge.

«**244.3** Le juge à la retraite qui est autorisé par le gouvernement, en vertu de l'article 93, à exercer des fonctions judiciaires continue de recevoir sa pension et l'article 118 s'applique. Il ne peut cependant acquérir aucun droit à un montant supplémentaire de pension.

Le juge à la retraite qui reçoit un traitement pour l'exercice de quelque autre charge sous le gouvernement du Québec, continue de recevoir sa pension, et il est déduit de ce traitement une somme égale au montant de cette pension.

« CHAPITRE VI

« AUTRES PRESTATIONS

«**244.4** Le juge qui, au moment où il cesse d'exercer sa charge, ne peut être admis à la retraite avec pension en vertu du chapitre II et qui a à son crédit moins de deux années de service aux fins du calcul de la pension, n'a droit qu'au remboursement des contributions qu'il a versées avant le 1^{er} janvier 1990 et qui ne lui ont pas été autrement remboursées, sauf s'il transfère ses années de service dans un autre régime de retraite en vertu d'une entente de transfert conclue en vertu de l'article 246.24.

S'il décède avant d'avoir obtenu ce remboursement, ces contributions sont remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses héritiers.

«**244.5** Si le juge décède alors qu'il est en fonction, sans avoir de conjoint ayant droit à une pension, d'enfant de moins de 25 ans ou d'enfant de plus de 25 ans souffrant d'une invalidité visée au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 240, ses héritiers ont droit au remboursement des contributions versées pour les années 1979 à 1989 et qui n'ont pas été autrement remboursées.

Si le juge n'avait droit, au moment où il a cessé d'exercer sa charge, qu'à une pension différée et qu'il décède avant l'âge de 65 ans, ces contributions sont remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses héritiers.

«**244.6** Si le total des montants versés à titre de pension à un juge, à son conjoint et à ses enfants est inférieur à la somme des contributions versées pour les années 1979 à 1989 et des intérêts courus sur ces contributions, la différence est remboursée aux héritiers dès que cesse le versement de la pension à la dernière personne qui y avait droit.

«**244.7** Pour le remboursement des contributions versées pour les années 1979 à 1989, sont considérées comme ayant été effectivement versées les contributions dont le juge a été exonéré pour une période pendant laquelle il a reçu ou était admissible à recevoir, en remplacement de son traitement, une prestation en vertu d'un régime d'avantages sociaux établi en vertu de l'article 122.

«**244.8** Pour l'application du présent chapitre, l'intérêt sur les contributions à rembourser est calculé à compter du point milieu de l'année au cours de laquelle elles ont été versées incluant celles pour lesquelles le juge a été exonéré, jusqu'au premier jour du mois au cours duquel le remboursement est effectué.

Toutefois, aux fins du calcul des intérêts courus sur ces contributions en application de l'article 244.6, l'intérêt est calculé jusqu'à la date à laquelle le premier paiement d'une pension a été effectué.

« CHAPITRE VII

« DISPOSITIONS DIVERSES

«**244.9** Le juge qui a reçu le remboursement des contributions qu'il a versées ou dont il a été exonéré pour les années 1979 à 1989 et qui occupe à nouveau une fonction à laquelle est attachée une pension en vertu du présent régime, peut faire compter, aux fins du calcul de sa pension, le service effectué au cours de ces années, s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° donner à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances un avis écrit à cet effet dans les douze mois suivant la date du début d'exercice de sa nouvelle fonction;

2° faire remise des sommes qui lui ont été remboursées, calculées avec intérêt depuis la date de ce remboursement.

Le juge peut payer le montant déterminé au premier alinéa soit comptant, soit par versements égaux qui peuvent être échelonnés, avec intérêt, sur une période déterminée après entente entre le juge et la Commission; cette période ne peut toutefois pas excéder dix ans. Toute somme non acquittée dans les 30 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet porte également intérêt.

Malgré ce qui précède, les sommes requises pour faire compter ce service aux fins du calcul de la pension doivent être acquittées en totalité au moment de l'admission du juge à la retraite avec pension, à défaut de quoi le juge perd le droit de faire compter ce service à ces fins, et les sommes qu'il aura remises lui seront remboursées avec l'intérêt calculé conformément au premier alinéa de l'article 244.8.

« **244.10** Si le juge visé à l'article 244.9 décède avant l'expiration des douze mois prévus au paragraphe 1° du premier alinéa de cet article et sans avoir donné son avis à la Commission, son conjoint peut faire compter le service concerné, aux fins du calcul de la pension que le juge aurait reçue, s'il donne à la Commission un avis écrit à cet effet dans les 90 jours du décès du juge et s'il acquitte le montant déterminé conformément à l'article 244.9 en un seul versement dans les 30 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet.

Si le juge visé à l'article 244.9 décède avant d'avoir acquitté en totalité les sommes requises pour faire compter le service concerné aux fins du calcul de sa pension, son conjoint doit, pour faire compter ce service à ces fins, acquitter le solde des sommes requises, avec les intérêts accumulés, dans les 90 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet, à défaut de quoi les sommes que le juge aura remises seront remboursées au conjoint avec l'intérêt calculé conformément au premier alinéa de l'article 244.8.

Si le juge décède sans avoir de conjoint ayant droit à une pension et avant d'avoir acquitté en totalité les sommes qui lui ont été requises, ou si, le cas échéant, le conjoint décède avant d'avoir acquitté les sommes qui lui ont été requises, les sommes remises sont remboursées aux héritiers avec l'intérêt calculé conformément au premier alinéa de l'article 244.8.

« **244.11** Toute pension est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9), indexée annuellement :

1° pour la partie attribuable à du service antérieur au 1^{er} juillet 1990, du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi;

2° pour la partie attribuable à du service postérieur au 30 juin 1990, dans la mesure seulement où ce service est nécessaire pour atteindre un maximum de 25 années de service, de l'excédent de ce taux sur 3 %.

Toutefois, si la pension accordée est déterminée en application de l'article 232 ou de l'article 237, cette pension est, à la même époque, indexée annuellement selon le taux prévu au paragraphe 1° du premier alinéa.

La pension différée est indexée conformément au premier alinéa. Dans ce cas, l'indexation ne s'applique qu'à compter du 1^{er} janvier qui suit la date à laquelle le juge atteint l'âge de 65 ans.

« **244.12** L'intérêt payable en vertu du présent régime est de 6 % composé annuellement.

« **244.13** Toutes les sommes payées ou remboursées en vertu du présent régime sont incessibles et insaisissables.

Toutefois, elles ne sont insaisissables qu'à concurrence de 50 % s'il s'agit de l'exécution du partage entre époux du patrimoine familial ou du paiement d'une dette alimentaire ou d'une prestation compensatoire.

« CHAPITRE VIII

« ARBITRAGE ».

12. Les articles 246 et 246.1 de cette loi sont abrogés.

13. Cette loi est modifiée par le remplacement du titre de la Partie VI.1 par le suivant :

« LE RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ».

14. L'article 246.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **246.2** Le régime de retraite établi par la présente partie s'applique aux juges de la Cour du Québec auxquels celui prévu à la Partie VI ne s'applique pas. ».

15. L'article 246.4 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « s'il est établi à la satisfaction du gouvernement qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions et qu'il » par les mots « s'il est atteint d'une incapacité permanente visée au premier alinéa de l'article 93.1 et s'il » ;

2° par le remplacement, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du deuxième alinéa, des mots « s'il est établi à la satisfaction du gouvernement qu'il est atteint d'une incapacité permanente l'empêchant de remplir utilement ses fonctions et qu'il » par les mots « s'il est atteint d'une incapacité permanente visée au premier alinéa de l'article 93.1 et s'il ».

16. L'article 246.5 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « cesse de remplir ses fonctions et » ;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Toutefois, si le gouvernement l'autorise, en vertu de l'article 92.1, à continuer d'exercer sa charge, ce juge sera admis à la retraite avec pension au moment où il cessera d'exercer sa charge. ».

17. L'article 246.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « l'empêchant de remplir utilement ses fonctions » par les mots « visée au premier alinéa de l'article 93.1 ».

18. L'article 246.7 de cette loi est abrogé.

19. L'article 246.10 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit : « premier jour du mois qui suit le décès d'un juge en chef ou juge, en fonction ou à la retraite » par les mots « jour où cesse pour cause de décès le paiement de la pension du juge en chef ou juge ou à compter du jour du décès d'un tel juge alors qu'il est en fonction » ;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne, après le mot « pension » du mot « viagère » ;

3° par le remplacement de la deuxième phrase par la suivante :
« Cette pension court jusqu'au premier jour du mois suivant le décès du conjoint. ».

20. Les articles 246.11 et 246.12 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **246.11** Une année ou partie d'année qui est comptée aux fins de l'admissibilité à une pension en vertu du présent régime, est toute année ou partie d'année :

1° d'exercice de la charge de juge de la Cour du Québec ;

2° d'exercice de toute fonction à laquelle était attachée une pension en vertu du présent régime ;

3° qu'il a fait compter au titre du présent régime en vertu d'une entente de transfert conclue en vertu de l'article 246.24 ;

4° d'admissibilité à recevoir, en remplacement de son traitement, une prestation en vertu d'un régime d'avantages sociaux établi en vertu de l'article 122.

Une année ou partie d'année ne peut être comptée au titre du présent régime si elle est comptée au titre d'un autre régime de retraite.

« **246.12** La pension du juge est viagère et elle est payable à compter du jour où le juge est admis à la retraite.

En cas de décès du juge à la retraite, sa pension continue d'être versée à son conjoint ou, à défaut, à ses héritiers jusqu'au premier jour du mois suivant le décès. ».

21. L'article 246.14 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **246.14** La pension payée, en vertu du présent régime, au juge admis à la retraite avant le 31 mai 1978 ou à son conjoint survivant est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, indexée annuellement du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi.

« **246.14.1** Toute autre pension payée en vertu du présent régime n'est pas indexée sauf si les conditions prévues aux articles 25 à 28 de la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec (1990, chapitre (*indiquer ici le numéro du chapitre du projet de loi 72 de 1990*)) pour bénéficier d'une telle indexation ont été satisfaites.

Dans ce cas, à compter du 1^{er} juillet 1990, le montant de la pension accordée au juge ou à son conjoint survivant est égal à celui qui lui est payable en vertu du présent régime indexé conformément à l'article 246.14 depuis le 1^{er} janvier 1979.

« **246.14.2** Le juge qui, au moment où il cesse d'exercer sa charge, n'a pas droit à une pension annuelle en vertu du présent régime, n'a droit qu'au remboursement des sommes qu'il a versées pour bénéficier de l'indexation prévue au deuxième alinéa de l'article 246.14.1, sauf s'il transfère ses années dans un autre régime de retraite en vertu d'une entente de transfert conclue en vertu de l'article 246.24. S'il décède avant d'avoir obtenu ce remboursement, ces sommes sont remboursées à son conjoint ou, à défaut, à ses héritiers.

Si le juge décède alors qu'il est en fonction et sans avoir de conjoint ayant droit à une pension, ses héritiers ont droit au remboursement des sommes versées pour bénéficier de cette indexation.

Si le total des montants versés à titre de pension à un juge et à son conjoint est inférieur au total des sommes versées pour bénéficier de cette indexation et des intérêts courus sur ces sommes, la différence est remboursée aux héritiers dès que cesse le versement de la pension à la dernière personne qui y avait droit.

« **246.14.3** L'intérêt sur les sommes versées pour bénéficier de l'indexation prévue au deuxième alinéa de l'article 246.14.1 est de 6 %, composé annuellement; il est calculé à compter du point milieu de l'année au cours de laquelle ces sommes ont été versées, jusqu'au premier jour du mois au cours duquel le remboursement est effectué.

Toutefois, aux fins du calcul des intérêts courus sur ces sommes en application du deuxième alinéa de cet article, l'intérêt est calculé jusqu'à la date à laquelle le premier paiement d'une pension a été effectué.

« **246.14.4** Le juge qui a reçu le remboursement des sommes qu'il a versées pour bénéficier de l'indexation prévue au deuxième alinéa de l'article 246.14.1, et qui occupe à nouveau une fonction à laquelle est attachée une pension en vertu du présent régime, peut bénéficier à nouveau de cette indexation s'il satisfait aux conditions suivantes:

1° donner à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances un avis écrit à cet effet dans les douze mois suivant la date du début d'exercice de sa nouvelle fonction;

2° faire remise des sommes qui lui ont été remboursées calculées avec un intérêt de 6 %, composé annuellement, depuis la date de ce remboursement.

Dans ce cas, les deuxième et troisième alinéas de l'article 244.9 et l'article 244.10 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires.

« **246.14.5** Toutes les sommes payées ou remboursées en vertu du présent régime sont incessibles et insaisissables.

Toutefois, elles ne sont insaisissables qu'à concurrence de 50 % s'il s'agit de l'exécution du partage entre époux du patrimoine familial ou du paiement d'une dette alimentaire ou d'une prestation compensatoire. ».

22. Les articles 246.15, 246.16, 246.17, 246.20, 246.21 et 246.22 de cette loi, édictés par le chapitre 5 des lois de 1990, sont modifiés par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « et de pension prévus par les » par les mots « prévus aux ».

23. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 246.22, de ce qui suit :

« PARTIE VI.3

« ADMINISTRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE

« **246.23** Les régimes de retraite prévus aux Parties VI et VI.1 sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

Nul ne peut prétendre avoir un bénéfice, un avantage ou un remboursement prévu par ces régimes s'il n'en a pas fait la demande à cette Commission.

« **246.24** La Commission, avec l'autorisation du gouvernement, et les municipalités de Montréal, de Laval ou de Québec peuvent conclure entre elles une entente de transfert pour faire compter, à l'égard d'un juge auquel s'applique un régime de retraite prévu aux Parties VI ou VI.1 ou un régime équivalent en vigueur au sein de ces municipalités, tout ou partie des années de service comptées dans le régime de retraite équivalent et qui s'appliquait auparavant à ce juge lorsqu'il était, selon le cas, juge de la cour du Québec ou juge de la cour d'une de ces municipalités.

Une entente peut avoir effet à toute date antérieure qui y est fixée.

La somme représentant la contribution de l'employeur est, à la demande de la partie à l'entente qui s'engage à la verser, payée en plusieurs versements sur une période n'excédant pas cinq ans.

Les sommes à transférer en application d'une entente comportent un intérêt, composé annuellement, aux taux déterminés pour chaque époque à l'annexe VI de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10). Elles sont reçues ou payées selon les régimes de retraite concernés.

« **246.25** Toute pension versée en vertu des régimes de retraite prévus aux Parties VI et VI.1 est payée aux époques et selon les conditions fixées par règlement en vertu de l'article 148 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

« **246.26** Au moins une fois tous les trois ans, la Commission fait préparer pour le ministre de la Justice, par les actuaires qu'elle désigne, une évaluation actuarielle des régimes de retraite prévus aux Parties VI et VI.1.

Le coût de ces régimes est, sous réserve des contributions versées pour les années 1979 à 1989 au régime de retraite prévu à la Partie VI et sous réserve des sommes versées pour bénéficier de l'indexation des pensions payables en vertu du régime de retraite prévu à la Partie VI.1, à la charge du gouvernement.

Lorsqu'un projet de loi présenté à l'Assemblée nationale a pour objet de modifier immédiatement ou ultérieurement l'un ou l'autre de ces régimes, la Commission doit faire préparer un rapport indiquant dans quelle mesure ce projet de loi modifie les estimations de la plus récente évaluation actuarielle.

« **246.27** La Commission obtient du ministre de la Justice, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, les renseignements relatifs à l'année antérieure qui lui sont nécessaires pour l'exécution de ses fonctions.

[[« **246.28** Toutes les sommes perçues en vertu des régimes de retraite prévus aux Parties VI et VI.1 sont versées au fonds consolidé du revenu. Toutes les sommes requises pour l'application de ces régimes et pour l'application de la Partie VI.2 sont prises sur ce fonds sauf celles requises pour leur administration qui sont accordées annuellement par le Parlement. » .]]

24. Les articles 268 et 271 de cette loi sont modifiées par le remplacement de ce qui suit: « conformément aux articles 230 ou 246.7 » par ce qui suit: « en vertu du troisième alinéa de l'article 93.1 ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

25. Le juge de la Cour du Québec auquel s'applique le régime de retraite prévu à la Partie VI.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires et qui est en fonction le 1^{er} juillet 1990 peut choisir l'un ou l'autre des bénéfices suivants:

1° l'indexation de la pension payable en vertu du régime de retraite prévu à cette partie à la condition toutefois qu'il verse un montant de 66 693,00 \$;

2° l'option pour le régime prévu à la Partie VI de cette loi à la condition toutefois qu'il verse un montant de 81 834,00 \$, déduction faite de la contribution dont il aurait été exonéré en vertu de l'article 238.1 de cette loi tel qu'il se lisait le 31 décembre 1989 et des intérêts afférents à cette contribution calculés jusqu'au 30 juin 1990.

Le juge doit, pour avoir droit à l'un ou l'autre de ces bénéfices, donner à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances un avis écrit indiquant son choix au plus tard le 31 décembre 1990.

Les montants prévus au premier alinéa sont, à compter du 1^{er} juillet 1990, augmentés d'un intérêt de 6 %, composé annuellement.

26. Le juge peut payer les sommes requises pour avoir droit au bénéfice qu'il a choisi en vertu de l'article 25 soit comptant, soit par versements égaux qui peuvent être échelonnés, avec intérêt, sur une période déterminée après entente entre le juge et la Commission; cette période ne peut toutefois pas excéder dix ans. Toute somme non acquittée dans les 30 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet porte également intérêt.

Toutefois, les sommes requises pour avoir droit au bénéfice choisi doivent être acquittées en totalité au moment de l'admission du juge à la retraite avec pension, à défaut de quoi celui-ci perd le droit à ce bénéfice et les sommes qu'il aura versées lui seront remboursées avec intérêt.

Si le juge décède avant d'avoir acquitté en totalité les sommes requises, son conjoint doit, pour avoir droit au bénéfice choisi par le juge, acquitter le solde des sommes requises, avec les intérêts accumulés, dans les 90 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet, à défaut de quoi les sommes que le juge aura versées seront remboursées au conjoint avec intérêt.

L'intérêt payable en application du présent article est de 6 %, composé annuellement, et il est calculé sur les sommes remboursées au juge ou au conjoint en vertu des deuxième et troisième alinéas, conformément au premier alinéa de l'article 244.8 de la Loi sur les tribunaux judiciaires.

27. Si le juge visé à l'article 25 décède avant le 1^{er} janvier 1991 sans avoir exercé son choix, son conjoint peut se prévaloir de l'un ou l'autre des bénéfices mentionnés à cet article aux conditions suivantes :

1° donner à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances un avis écrit indiquant son choix dans les 90 jours du décès du juge ;

2° verser le montant requis en application de l'article 25 dans les 30 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet.

28. Peuvent se prévaloir du bénéfice de l'indexation de la pension payable en vertu de la Partie VI.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, le juge admis à la retraite avec pension en vertu du régime de retraite prévu à cette partie entre le 31 mai 1978 et le 1^{er} juillet 1990, le conjoint survivant d'un tel juge et le conjoint survivant d'un juge auquel s'appliquait cette partie si, entre ces mêmes dates, ce juge est décédé alors qu'il était en fonction.

Pour avoir droit à ce bénéfice, ces personnes doivent :

1° donner à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances un avis écrit à cet effet au plus tard le 31 décembre 1990 ;

2° verser, dans les 30 jours de la mise à la poste par la Commission d'un avis à cet effet, un montant égal au résultat obtenu en multipliant le montant requis en application de l'article 25 par le quotient obtenu en divisant par 11 le nombre d'années et parties d'années postérieures au 31 décembre 1978 qui sont comptées aux fins de l'admissibilité à la pension.

29. Si un juge décède sans avoir de conjoint ayant droit à une pension et avant d'avoir acquitté en totalité les sommes qui lui ont été requises, ou si, le cas échéant, le conjoint décède avant d'avoir acquitté les sommes qui lui ont été requises, les sommes versées sont remboursées aux héritiers avec l'intérêt déterminé et calculé conformément au quatrième alinéa de l'article 26.

30. La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances rembourse les sommes versées par un juge en application

de l'article 40 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature (1978, chapitre 19) tel qu'il se lisait le 30 juin 1990 et qui n'ont pas été autrement remboursées.

Ces sommes sont augmentées d'un intérêt de 6 %, composé annuellement, calculé conformément au premier alinéa de l'article 244.8 de la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Elles sont remboursées au juge même s'il a cessé d'exercer sa charge. Si le juge est décédé, elles sont remboursées à ses héritiers.

31. La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances transmet, avant le 1^{er} janvier 1991, à chacun des juges visés à l'article 30, qu'il ait ou non cessé d'exercer sa charge, ou, le cas échéant, au conjoint ou aux héritiers de ce juge, un avis qui reproduit les dispositions de cet article et qui indique:

1° les sommes versées par le juge en application de l'article 40 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature (1978, chapitre 19) tel qu'il se lisait le 30 juin 1990;

2° le montant de ces sommes qui lui a été remboursé, le cas échéant, en vertu de l'article 12 de la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (1987, chapitre 50) tel qu'il se lisait le 30 juin 1990;

3° le montant représentant les intérêts afférents aux sommes qui doivent être remboursées en vertu de l'article 30;

4° toute autre mention prescrite par la Commission.

32. Le remboursement visé à l'article 30 doit être effectué au plus tard dans les trois mois qui suivent la mise à la poste de l'avis prévu à l'article 31.

33. Les sommes versées pour opter, en application de l'article 25, pour le régime de retraite prévu à la Partie VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires tiennent lieu de contributions versées pour les années 1979 à 1989 aux fins de l'application de ce régime.

[[**34.** Les sommes perçues en vertu des articles 26 à 28 sont versées au fonds consolidé du revenu et les sommes remboursées par la Commission en vertu des articles 26, 29 et 30 sont prises sur ce fonds.]]

35. Les dispositions prévues aux articles 25 à 33 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, aux juges des Cours municipales de Montréal, Laval ou de Québec. Sans restreindre ces adaptations, l'avis d'un tel juge ou, le cas échéant, de son conjoint doit être donné dans les délais prescrits au greffier ou au gérant de la municipalité concernée.

36. Les articles 30 à 32 s'appliquent aux personnes qui ont, conformément à l'article 43*b* de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature (1978, chapitre 19) tel qu'il se lisait le 30 juin 1990, versé des sommes en application de l'article 40 de cette loi tel qu'il se lisait à la même date.

37. La Partie VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux personnes autres que les juges de la Cour du Québec qui ont opté pour le régime prévu à cette partie en application des dispositions législatives accordant un tel droit d'option.

La pension de ces personnes ne peut toutefois être inférieure à 20 480,00 \$, si, au moment de leur admission à la retraite, elles ont atteint l'âge de 70 ans ou ont à leur crédit au moins 25 années de service ou, à 17 920,00 \$, si elles ont, à ce moment, au moins 20 années de service. Ces montants sont, depuis le 1^{er} janvier 1979 et à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, indexés annuellement du taux de l'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi. Si le montant de la pension accordée à ces personnes est déterminé en application du présent article, ce montant continue d'être indexé de la même manière.

38. Les articles 37 à 43*b* et 53 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et le Code de procédure civile et instituant le Conseil de la magistrature (1978, chapitre 19) sont abrogés, sauf les premier, deuxième et troisième alinéas de l'article 38 en ce qui concerne les personnes admises à la retraite entre le 18 juillet 1978 et le 23 juin 1987 dont le montant de la pension payable a été déterminé en application de cet article.

Les articles 10 à 17 de la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (1987, chapitre 50) sont abrogés, sauf:

1° l'article 11 en ce qui concerne les personnes admises à la retraite entre le 22 juin 1987 et le 1^{er} juillet 1990 dont le montant de la pension payable a été déterminé en application de cet article;

2° l'article 13 en ce qui concerne les personnes admises à la retraite entre le 18 juillet 1978 et le 1^{er} juillet 1990 dont le montant de la pension payable a été déterminé en application de cet article.

Ces dispositions non abrogées demeurent également applicables aux conjoints et aux enfants des personnes visées au présent article.

39. Une entente conclue en vertu de l'article 5.4 de la Loi sur les tribunaux judiciaires tel qu'il se lisait le 30 juin 1990 est réputée avoir été conclue en vertu de l'article 246.24 de cette loi.

40. Le règlement qui, d'ici le 1^{er} janvier 1991, sera pris en vertu de l'article 238 de la Loi sur les tribunaux judiciaires pourra avoir effet à compter du 1^{er} juillet 1990.

41. Le conjoint qui, après le 18 juillet 1978, a perdu droit à une pension en vertu de l'article 246.10 de la Loi sur les tribunaux judiciaires en raison de son remariage, retrouve ce droit pour tout mois postérieur au remariage, sous réserve qu'il soit toujours vivant le 1^{er} juillet 1990.

Toute somme due en application du présent article porte intérêt au taux de 6 % composé annuellement.

42. Le deuxième alinéa de l'article 37 a effet depuis le 23 juin 1987.

Toute somme due en application du présent article porte intérêt au taux de 6 % composé annuellement.

43. L'abrogation des articles 238 et 238.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires a effet depuis le 1^{er} janvier 1990.

Toutefois, l'article 238 demeure applicable à tout montant versé à un juge, après le 31 décembre 1989, à titre de rajustement de traitement d'une année antérieure à 1990.

44. La présente loi a effet, dans la mesure où elle prévoit que la pension payable en vertu du régime de retraite prévu à la Partie VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires est calculée sur le traitement moyen des trois années de service les mieux rémunérées, à l'égard de toute pension accordée après le 30 juin 1990 si le juge cesse d'exercer sa charge, est admis à la retraite ou décède après cette date.

Elle a effet également, dans cette mesure, à l'égard de la pension accordée au conjoint ou à l'enfant après le 30 juin 1990 si une pension

ou une pension différée n'avait pas été accordée au juge avant cette date.

45. La présente loi a effet, dans la mesure où elle ajoute au régime de retraite prévu à la Partie VI de la Loi sur les tribunaux judiciaires le critère d'admissibilité à la retraite de 65 ans et le paiement de la pension différée à compter de cet âge et dans la mesure où la pension différée est obligatoire pour le juge qui a à son crédit au moins deux années de service, à l'égard du juge qui cesse d'exercer sa charge après le 30 juin 1990.

46. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 1990.